

Liste des travaux et publications

Étienne CORNUT

Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles

Habilité à diriger les recherches

Université de la Nouvelle-Calédonie – LARJE (EA 3329)

Domaines de recherches :

- Pluralisme juridique. Sources du droit.
- Droit international privé. Droit de la nationalité.
- Droit de l’outre-mer. Droit coutumier. Transfert de compétence du droit civil. Conflits internes de normes.
- Droit comparé.

Directions scientifiques

- Responsable principal d’un programme de recherches de 30 mois pour le GIP Mission de recherche – Droit et Justice sur « *L’intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie* », 2014-2016 (co-responsable : Pr. P. DEUMIER, Lyon 3). Budget total : 60.000 €
 - Création et administration du site « Droit coutumier en Nouvelle-Calédonie » : <http://coutumier.univ-nc.nc/>
 - Rapport de recherches, décembre 2016, 558 p., publié aux PUNC 2018.
 - Colloque « La coutume dans le droit calédonien », UNC, Nouméa, 27 et 28 avril 2017.
- Journée d’études : « Les conflits de normes internes issus du transfert de la compétence législative en droit civil », 3 juill. 2013, UNC, Larje, Nouméa. Actes publiés au Journal du Droit International (Clunet) 2014, doct. 2 et 3, p. 33-88.

Travaux, ouvrages, articles, réalisations

I. – OUVRAGES

Ouvrage individuel

1. Thèse de doctorat : *Théorie critique de la fraude à la loi. Étude de droit international privé de la famille*, éd. Defrénois, coll. Doctorat & Notariat, 2006, t. 12.
 - Recensions : H. GAUDEMET-TALLON, JDI 2006, pp. 1298-1301 ; M. RALUCA, Revista española de derecho internacional Vol. 59, n° 1, 2007, pp. 465-468.

Ouvrages collectifs

Co-direction

2. *La coutume kanak dans le pluralisme juridique calédonien*, éd. Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie (PUNC), 2018 (à paraître). Publication du rapport *L’intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie*, Rapport de recherches collectives, GIP Mission de recherche – Droit et Justice, décembre 2016. Codirection scientifique (avec le Pr. P. DEUMIER), 558 pages.

Participation

3. *La coutume kanak et ses institutions* (dir. A. LECA et alii), éd. cdpnc, 2016. Rédaction de deux termes : v° Conflits internes de normes (p. 25) et v° Droit commun (p. 39).
4. *New Caledonia Land* (coauteur : Pr. Susan FARRAN), in *South Pacific Land Systems*, dir. S. FARRAN (Dundee, Écosse), D. PATERSON (USP, Fidji), USP Press, 2013, pp. 29-44.
5. *Travaux dirigés de droit international privé*, 5^e éd. Litec, 2013, 4^e éd. Litec, 2009, sous la dir. des Pr. H. FULCHIRON, C. NOURISSAT et É. TREPPOZ (rédacteur de la Séance n° 8 – *La fraude à la loi : Commentaire de l'article 18 du Code de droit international privé belge*).
6. *Travaux dirigés de droit international privé*, 1^{re} éd. Litec, 2001, sous la dir. du Pr. H. FULCHIRON ; 2^e éd. Litec, 2003 ; 3^e éd. Litec, 2007, sous la dir. des Pr. H. FULCHIRON et C. NOURISSAT (rédacteur de la Séance n° 8 – *La fraude à la loi : La réception des répudiations musulmanes par le juge français*).
7. *Droit constitutionnel cambodgien*, Pr. M. GAILLARD (dir.), éd. Funan, Phnom Penh, 2005. Écriture ou réécriture de la moitié de l'ouvrage (Introduction, Histoire, Bouddhisme, Droits de l'homme, Conseil constitutionnel, Gouvernement, Conclusion, parties intermédiaires et de liaisons), et co-direction avec M. le Pr. M. GAILLARD de la rédaction et de la correction des autres parties rédigées par de jeunes enseignants Cambodgiens. Coordination de l'ensemble du projet.

II. – ARTICLES

8. *Citoyenneté, nationalité et accès de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté*, conférence prononcée lors du colloque « Nationalité, enjeux et perspectives », Université de Rouen, 17 novembre 2017 (actes à paraître, 2018).
9. *Le pluralisme juridique en Nouvelle-Calédonie. Assimilationisme ou différentialisme pour la sortie de l'accord de Nouméa*, conférence enregistrée prononcée lors du colloque « L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie », UNC, Nouméa, 17 novembre 2017 (actes à paraître aux PUNC, 2018).
10. *L'identité comme socle du pluralisme juridique calédonien*, conférence prononcée lors du colloque « L'identité et le droit », UNC, Nouméa, le 4 novembre 2016 (actes à paraître aux PUNC, 2018).
11. *La poursuite du décrochage du Code civil calédonien*, in *Cahiers du Larje*, n° 2, 2017, p. 15.
12. *Intégration directe ou indirecte de la coutume dans le corpus normatif de la Nouvelle-Calédonie (Rapport général)*, in « L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie » (préc. n° 2), 2016, pp. 491-541.
13. *Un contentieux coutumier émergent : les intérêts civils*, in « L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie » (préc. n° 2), 2016, pp. 141-186.
14. *Le droit civil calédonien à l'aube du décrochage du droit civil français*, in *Cahiers du LARJE* 2016-3, pp. 14-16, <http://larje.univ-nc.nc/index.php/cahiers-du-larje>
15. *La valorisation des terres coutumières*, communication présentée lors du colloque « Patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie : aspects juridiques », LARJE, UNC, 19 et 20 sept. 2012, éd. L'Harmattan, coll. Droit du patrimoine naturel et culturel, 2015, pp. 125-154.
16. *Les conflits de normes internes en Nouvelle-Calédonie. – Perspectives et enjeux du pluralisme juridique calédonien ouverts par le transfert de la compétence normative du droit civil* : *Journal du Droit International (Clunet)* 2014, doct. 3, pp. 51-88.

17. Recension de « *Les conflits internes de lois* », par Valérie Parisot, préface Paul Lagarde, IRJS Éditions, 2013, 2 volumes, 3061 pages : *Journal du Droit International (Clunet)* 2014, biblio. 15, pp. 1364-1369.
18. *La non codification de la coutume kanak*, communication présentée lors du colloque « L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale », LARJE, UNC, Nouméa, 26 au 28 oct. 2009. Actes publiés aux éditions Bruylant, 2012, pp. 137-160.
19. *Quel(s) droit(s) civil(s) calédonien(s) ? Le périmètre matériel du droit civil transféré*, communication présentée lors du colloque « Le transfert à la Nouvelle-Calédonie de la compétence normative en droit civil et en droit commercial », LARJE, UNC, Nouméa, 29 sept. 2011. Actes publiés aux presses universitaires de l'UNC, 2011, pp. 31-39. <http://larje.univ-nc.nc>.
20. *L'application de la coutume kanak par le juge judiciaire à l'épreuve des droits de l'homme*, communication présentée lors du colloque « Le droit constitutionnel calédonien », LARJE, UNC, Nouméa, 12 et 13 juil. 2010. Actes publiés : *Politeia* n° 20 (2011), pp. 241-261.
21. *La juridicité de la coutume kanak*, *Droit & Cultures*, 2010/2, pp. 151-175.
22. *La mise en œuvre de l'expulsion coutumière et le juge pénal (à propos de CA Nouméa, 28 avril 2009)* : *RJPENC* 2009/2, n° 14, p. 82, et <http://larje.univ-nc.nc>
23. *Forum shopping et abus du choix de for en droit international privé*, *Journal du Droit International (Clunet)* 2007, p. 27.
24. *Le commencement de la vie*, *Droit, Déontologie et Soins* 2001, n° 2, p. 267.

III – FASCICULES (refontes)

25. Fascicule 502-20, *Juris-Classeur international* : Nationalité – Naturalisation – Attribution de la nationalité française par filiation ou naissance en France, avec le Pr. H. FULCHIRON, sept. 2013.
26. Fascicule 502-70, *Juris-Classeur international* : Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique : la naturalisation – Généralités – Conditions de recevabilité de la demande de naturalisation, avec le Pr. H. FULCHIRON, juin 2011.
27. Fascicule 502-71, *Juris-Classeur international* : Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique : la naturalisation – Formes de la demande de naturalisation – Décision relative à la demande de naturalisation – Décret de naturalisation, avec le Pr. H. FULCHIRON, juin 2011.
28. Fascicule 502-60, *Juris-Classeur international* : Nationalité – Naturalisation – Acquisition de la nationalité française à raison du mariage, avec le Pr. H. FULCHIRON, mars 2010.

IV. CHRONIQUES

29. *Chronique d'actualité judiciaire*, *RJPENC* 2014/2, n° 24, pp. 150-154 (commentaire du nouvel article 19 de la loi organique du 19 mars 1999 modifiée ; obs. ss. Nouméa, 20 mars 2014 ; Nouméa, 15 mai 2014 ; Cass. Civ. 3^e, 21 mai 2014).
30. *Chronique d'actualité judiciaire*, *RJPENC* 2013/2, n° 22, pp. 138-151 (*La réparation du préjudice civil en vertu de la coutume kanak*, obs. ss. Nouméa, 18 juin 2013 et Nouméa, 12 juin 2013).
31. *Chronique d'actualité judiciaire*, *RJPENC* 2013/1, n° 21, pp. 147-152 (Nouméa, 11 mars 2013 ; TPI Nouméa, sect. Koné, 5 févr. 2013 ; Cass. crim., 9 janv. 2013 ; Nouméa, 13 nov. 2012).
32. *Chronique d'actualité judiciaire*, *RJPENC* 2012/2, n° 20, pp. 80-87.

V. – NOTES ET OBSERVATIONS DE JURISPRUDENCE

33. *L'accession au statut civil coutumier kanak par voie de possession d'état coutumier*, obs. et note ss. Cass. civ. 1^{re}, 26 juin 2013 : JCP G, 2013, n° 28, 794 et JCP G, 2013, 39, act. n° 986.
34. *Exequatur d'un jugement étranger gracieux par assignation du ministère public*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 6 mars 2013 : JCP G, 2013, n° 13, 328.
35. *Jugement interprétatif : équivalent sous conditions d'une motivation défailante*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 7 nov. 2012 : JCP G, 2012, n° 47, 1231.
36. *Clause attributive de juridiction potestative*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 26 sept. 2012 : JCP G, 2012, n° 41, 1065.
37. *Exequatur d'une décision étrangère unilatérale*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 12 avr. 2012 : JCP G, 2012, n° 18, 539.
38. *L'option de compétence entre le for du fait générateur et le for du dommage*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 1^{er} févr. 2012 : JCP G, 2012, n° 7, 161.
39. *Terrorisme et immunité de juridiction des États étrangers*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 9 mars 2001 : JCP G, 2011, n° 13, 334.
40. *Régime de l'immunité de juridiction des États étrangers*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 9 mars 2001 (2 arrêts) : JCP G, 2011, n° 13, 333.
41. *Requiem pour la fraude au jugement ?*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 23 févr. 2011 : JCP G, 2011, n° 10, 261.
42. *Litispendance internationale : la répudiation à venir est contraire à l'ordre public international*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 23 févr. 2011 : JCP G, 2011, n° 10, 262.
43. *Le renvoi fonctionnel en matière de succession immobilière internationale. Acte 2 : l'unité du for et du jus*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 23 juin 2010 : JCP G, 2010, n° 27, 748.
44. *Relations d'affaires et forme des clauses attributives de juridiction*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 17 févr. 2010 : JCP G, 2010, n° 9, 244.
45. *La loi applicable à la possession des meubles déplacés*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 3 févr. 2010 : JCP G, 2010, n° 7, 176.
46. *L'anti suit injonction n'est pas contraire à l'ordre public international*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 14 oct. 2009 : JCP G, 2009, n° 46, 416.
47. *Exequatur et accord sur l'immunité d'exécution des organismes étrangers*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 14 oct. 2009 : JCP G, 2009, n° 44, 379.
48. *Le régime juridique du privilège de juridiction fondé sur l'article 14 du Code civil*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 30 sept. 2009 (trois arrêts) : JCP G, 2009, n° 43, 346.
49. *Saisine préalable d'un juge étranger et renonciation au privilège de juridiction*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 1^{er} juil. 2009, JCP G, 2009, n° 29, 123.
50. *Les prévenus, fussent-ils de statut coutumier, peuvent être condamnés selon la loi pénale métropolitaine* (note ss. CA Nouméa, 1^{re} ch. corr., 28 avr. 2009) : JCP G 2009, n° 44, 384.
51. *L'incompétence de la juridiction pénale pour statuer sur l'action civile, lorsque toutes les parties sont de statut civil coutumier, n'est pas discriminatoire*, obs. ss. Cass. crim., 30 juin 2009 : JCP G 2009, n° 44, 384 (2nde esp.).
52. *La légalisation des actes publics étrangers*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 4 juin 2009 (deux arrêts), JCP G, 2009, n° 26, 40, p. 16.
53. *Compétence internationale et contrefaçon*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 25 mars 2009, JCP G, 2009, act. 194.
54. *Le renvoi fonctionnel en matière de succession immobilière internationale*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 11 févr. 2009, JCP G, 2009, act. 106.

55. *Application d'office de la loi étrangère*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 11 févr. 2009 (deux arrêts), JCP G, 2009, act. 105.
56. *Exequatur et peine de contempt of court*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 28 janv. 2009, JCP G, 2009, act. 80.
57. *Exequatur et non-révision au fond des jugements étrangers*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 14 janv. 2009, JCP G, 2009, act. 51.
58. *Immunités de juridiction et d'exécution, en France, des États étrangers*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 19 nov. 2008, JCP G, 2008, act. 702.
59. *Motivation des jugements étrangers et ordre public international de procédure*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 22 oct. 2008, JCP G, 2008, act. 651.
60. *Licéité d'une clause attributive de juridiction et loi de police*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 22 oct. 2008, JCP G, 2008, act. 645 ; JCP E, 2008, n° 48, 2429.
61. *Litispendance : charge de la preuve en cas de saisine, le même jour, de deux juridictions*, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 11 juin 2008, JCP G, 2008, act. 449.
62. *Précisions sur l'absence de choix frauduleux du juge étranger*, (note sous Cass. 1^{re} civ., 17 janvier 2006) : Dalloz 2006, p. 1666.
63. *La faute péremptoire du conducteur victime*, (note sous Cass. 2^e civ., 13 oct. 2005), Dalloz 2006, p. 425.
64. *La transmission des engagements unilatéraux pris par l'ancien employeur ne bénéficie qu'aux salariés transférés*, (note sous Cass. soc., 7 déc. 2005), JCP éd. S. 2006, 1141.
65. *L'article 2061 du Code civil s'applique aux clauses compromissaires qui lui sont antérieures ! Oui, peut-être, mais pourquoi ?*, (note sous Cass. 1^{re} civ., 22 nov. 2005), JCP éd. G. 2006, II, 10015.
66. *La créance de revenus n'entre pas dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune*, (note sous Cass. com., 13 déc. 2005) : Revue de droit fiscal 2006, comm. 293.
67. *Quand les phases du jeu sportif commandent une approche plus casuistique de la garde commune*, (note sous Cass. civ. 2^e, 13 janv. 2005), Dalloz 2005, p. 2435.
68. *Entre confusion et distinction : propos autour des contrôles d'identité*, (note sous Cass. civ. 2^e, 23 mai 2001 et 7 juin 2001), Dalloz 2002, p. 992.
69. *Les effets d'une reconnaissance d'un enfant naturel après un changement de régime matrimonial ou la révélation potentielle d'une fraude rétroactive*, (note sous Cass. civ. 1^{re}, 12 déc. 2000), Petites Affiches n° 74 du 13 avril 2001, p. 16.

VI. – COMMUNICATIONS NON PUBLIEES

70. *L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain de la Nouvelle-Calédonie*, conférence prononcée lors du 1^{er} colloque du réseau PIURN (Pacific Island University Research Network) « Appartenance versus propriété - Nouvelles relations des peuples océaniques, à leur terre et à leur environnement », UNC, Nouméa, 5 novembre 2014.
71. *Le transfert de la compétence normative du droit civil : quel rôle pour le Congrès ?* Conférence publique au Congrès de la Nouvelle-Calédonie, 28 juin 2013.
72. *La coutume kanak dans son environnement juridique*, Intervention lors du colloque « Droit coutumier et pluralité des ordres juridiques », organisé par le Sénat coutumier les 14 et 15 mars 2011. Compte-rendu publié à la RJPENC 2011/2, n° 18, p. 21-24.
73. *Que régit la coutume aujourd'hui ?*, communication présentée lors du séminaire « Les 10 ans du Sénat coutumier », 20 août 2009, LARJE, UNC, Nouméa : <http://larje.univ-nc.nc>

À jour au 7 février 2018